



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement Grand Est**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du**

**27 JUIN 2024**

fixant des prescriptions complémentaires à la société EXETER III France 2  
pour la réorganisation du stockage de matières combustibles,  
dans son entrepôt de Strasbourg

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement, notamment le titre 1<sup>er</sup> (installations classées pour la protection de l'environnement) du livre V et l'article R. 181-45 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, *relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510* ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 23 avril 2012, portant autorisation d'exploiter par la société DARSAL à Strasbourg, un entrepôt de stockage de matières combustibles, bois, papier, carton et matières plastiques, dont la société EXETER III France 2 a repris les activités ;
- VU** le dossier de modifications porté à connaissance, relatif à la réorganisation du stockage des matières combustibles au sein de l'entrepôt, soumis par l'exploitant le 23 janvier 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant souhaite réorganiser le stockage de matières combustibles dans son entrepôt, car les besoins de ses quatre locataires ont évolué ;

**CONSIDÉRANT** que le projet ne nécessite aucune nouvelle construction, ni extension du terrain de l'établissement et que ces évolutions n'entraînent aucun effet supplémentaire généré sur l'environnement, en termes de risques et d'impacts ;

**CONSIDÉRANT** que le projet n'implique pas de modification de la situation administrative du site, puisque le projet prévoit un volume d'entreposage total de 307 000 m<sup>3</sup> alors que le site est autorisé pour un volume de produits combustibles entreposés de 318 700 m<sup>3</sup> ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral du 23 avril 2012 susvisé régit les conditions de stockage des matières combustibles et en interdit le stockage dans certaines sous-cellules de l'entrepôt, l'exploitant demande un aménagement de prescriptions, notamment celles des articles 8.5 et 8.6 ;

**CONSIDÉRANT** que ces prescriptions ont été prises dans le but de limiter la propagation d'un éventuel incendie et d'éviter un accident à effet domino ;

**CONSIDÉRANT** que les stockages de matières combustibles projetés sont plus hauts et plus étendus que ceux autorisés initialement, l'exploitant a fourni une nouvelle étude des effets thermiques ;

**CONSIDÉRANT** que, selon l'étude des effets thermiques, la mise en place d'un flocage coupe-feu 2 heures (écrans thermiques de degré EI 120) la façade nord-ouest des cellules 3, 3.1, 4 et 4.1 est

nécessaire pour éviter toute sortie de flux thermiques à effets létaux (8 kW/m<sup>2</sup>) en dehors du site ;

**CONSIDÉRANT** que ces écrans thermiques de degré EI 120 permettront à l'exploitant de limiter la propagation d'un éventuel incendie et de respecter les prescriptions de l'article 2 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 *relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510* ;

**APRÈS** communication à l'exploitant du projet d'arrêté ;

**SUR PROPOSITION** du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est ;

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup>

Les prescriptions associées à l'autorisation délivrée par l'arrêté préfectoral du 23 avril 2012 susvisé, autorisant la société EXETER III France 2 à exploiter un entrepôt sis 31 rue de Bayonne à Strasbourg, sont modifiées par les dispositions précisées dans les articles qui suivent.

### Article 2 : Situation administrative

Le tableau présent à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2012 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique ICPE		Situation administrative	
N°	Intitulé	Caractéristiques de l'installation	Régime
1510-2b	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 900 000 m <sup>3</sup>	80 000 tonnes de produits combustibles entreposées dans environ <b>318 700 m<sup>3</sup></b>  Comprenant les quantités maximales suivantes : – 91 600 m <sup>3</sup> de papier, carton, bois ou matériaux combustibles analogues ; – 83 800 m <sup>3</sup> de polymères.	E
1412-2	Stockage en réservoir manufacturé de gaz inflammable liquéfié	12,5 T (Propane)	DC
2910-A	Installations de combustion au gaz inflammable liquéfié	3,5 MW	DC
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs	500 kW	D

E = Enregistrement / D = déclaration / DC = déclaration avec contrôle périodique

### Article 3: Prescriptions spécifiques du Titre 8 - Conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement

Les dispositions relatives à l'affectation et l'isolement de l'entrepôt ainsi qu'à l'organisation des stockages des articles 8.5 et 8.6 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2012 sont remplacées par les dispositions du présent article.

#### « Article 8.5 - Affectation et isolement de l'entrepôt »

L'espace constitué de l'emprise des voies ferrées privées du Port autonome de Strasbourg (P.A.S.), situées à moins de 20 m des parois et non nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt,

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement  
14 rue du Bataillon de Marche n° 24 - B.P. 10001 - 67050 STRASBOURG Cedex  
[www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr](http://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr)

## **Article 4 : modalités d'exécution**

### **4.1 : Mesures de publicité**

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de quatre mois.

### **4.2 : Voies et délais de recours**

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie et la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Obligation de notification de recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

### **4.3 : Exécution**

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- la société EXETER III France 2,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de Strasbourg.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation  
le Secrétaire Général



**Mathieu DUHAMEL**

fait l'objet d'une convention entre l'exploitant et le P.A.S. Toute modification ultérieure est communiquée au préfet, pour avis.

Les parois extérieures des entrepôts sont éloignées de différentes catégories de constructions, d'immeubles ou de voies de circulation, par des distances Z1 et Z2 déterminées dans l'étude des dangers relative à la demande d'autorisation visée au présent arrêté.

Les entrepôts sont constitués d'un bâtiment divisé en huit cellules numérotées selon le plan joint au présent arrêté, le bâtiment « tri », situé au sud du site est à part :

<b>Bâtiments</b>	<b>N° de cellule</b>	<b>Surface au sol en m<sup>2</sup></b>	<b>Volume<sup>(1)</sup> des cellules en m<sup>3</sup></b>	<b>Matières autorisées pour les rubriques</b>
<i>Principal</i>	1	4 714	56 568	<i>toutes rubriques visées à l'article 1<sup>er</sup></i>
	2	5 496	65 652	<i>toutes rubriques visées à l'article 1<sup>er</sup></i>
	3	5 995	71 940	<i>toutes rubriques visées à l'article 1<sup>er</sup></i>
	4	5 949	71 388	<i>toutes rubriques visées à l'article 1<sup>er</sup></i>
	1.1	1 827	21 924	<i>toutes rubriques visées à l'article 1<sup>er</sup></i>
	2.1	1 046	12 552	<i>toutes rubriques visées à l'article 1<sup>er</sup></i>
	3.1	744	8 928	<i>Aucun polymère autorisé au stockage</i>
	4.1	789	9 468	<i>Aucun polymère autorisé au stockage</i>
<b>TOTAL</b>		<b>26560</b>	<b>318420</b>	
<i>Tri</i>		<b>800</b>	<b>5000</b>	<i>Aucune matière combustible autorisée au stockage</i>

(1) En référence à l'art.2 de l'AM du 5 août 2002 : hauteur maximale au faîtage : 12 m.

Les bâtiments, locaux, appareils sont conçus, disposés et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un sinistre.

Les parois de la façade nord-ouest des cellules 3, 3.1, 4 et 4.1 du site présentent une résistance au feu de degré EI 120. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les éléments justificatifs de cette résistance.

## **Article 8.6 – Organisation des stockages**

### **Article 8.6.1 – Cas du papier et du carton**

La hauteur maximale de stockage est de 10 mètres.

Le stockage est situé à plus de 30 mètres de tous les produits et installations au sein de l'établissement susceptibles de produire des effets toxiques ou des explosions en cas d'incendie du stockage, sauf si l'exploitant met en place des équipements dont il justifie la pertinence afin que ces produits et installations soient protégés de tels effets dominos.

Pour les matériaux en balles ou en rouleaux, le stockage est constitué par des îlots d'une surface maximale de 2 500 m<sup>2</sup>, et une hauteur maximale de 8 mètres.

Pour les matériaux stockés sur des palettes, l'organisation du stockage sera réalisée selon les dispositions générales de stockage.

### **Article 8.6.2 - Cas des polymères**

Les limites du stockage sont implantées à une distance minimale de 20 mètres de l'enceinte de l'établissement.

Le stockage sera organisé de telle façon, qu'au minimum le tiers de la surface au sol de la cellule ne soit utilisée à des fins de stockage. La hauteur de stockage n'excédera pas 10 mètres.